

La malédiction du pétrole

PAR LUKE ANTHONY PATEY

LES GUERRES DU SOUDAN SONT ATTISÉES PAR LES RICHESSES DU PAYS EN HYDROCARBURES. LA GÉOPOLITIQUE S'EN MÊLE. LA CHINE A PRIS LE RELAIS DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES AMÉRICAINES ET ENTRAÎNE, AU SEIN DE L'ONU, LES MESURES QUI POURRAIENT AMENER KHARTOUM À ENRAYER LA VIOLENCE AU DARFOUR. **ANALYSE.**



Rebelles de l'Armée de libération du Soudan (SLA) à Faraway, dans le Nord Darfour.

Toutes les causes possibles de guerre civile qui accablent depuis longtemps le continent africain semblent s'être donné rendez-vous au Soudan. L'oppression gouvernementale, la cupidité, la pauvreté, l'ingérence internationale, les clivages religieux et ethniques sont autant de facteurs qui ont alimenté la violence. Toutefois, un autre élément est venu compliquer la guerre civile qui a récemment pris fin entre le Nord et le Sud et le conflit qui se poursuit au Darfour : le pétrole.

Dès les premières découvertes importantes, réalisées par le géant américain Chevron au début des années 1980, l'or noir s'est ajouté à la longue liste des sources de conflits qui consomment le Soudan. L'exploitation pétrolière a influencé le cours de la guerre civile entre le Nord et le Sud, elle l'a intensifiée et constitue encore à ce jour un facteur critique dans la construction de la paix entre les anciens ennemis.

Le pétrole n'a pas uniquement joué un rôle dans la dynamique interne des conflits soudanais ; il a également modifié les relations de Khartoum sur l'échiquier international. Dans un monde assoiffé d'énergie, les ressources pétrolières soudanaises et le conflit actuel au Darfour se sont retrouvés au cœur d'une tourmente géopolitique. Les intérêts pétroliers des économies asiatiques en développement, avec à leur tête la Chine, ont heurté de front les efforts occidentaux visant à faire pression sur le gouvernement de Khartoum pour qu'il mette un terme à ses brutales pratiques guerrières, comme nous le verrons dans cet article.

Le Soudan occupe une lointaine troisième place dans la production pétrolière africaine derrière le Nigeria et l'Angola, mais ce qui est important, c'est l'impact que les hydrocarbures ont eu sur le pays. Selon le dernier « rapport-pays », publié en juin 2006 par l'*Economist Intelligence Unit*, le Soudan produisait 323 300 barils par jour en 2005 et escomptait atteindre 660 000 barils en 2007. Ces niveaux de production ont permis des exportations de brut

pour un montant de 4,187 milliards de dollars en 2005, ce qui constitue de loin la première source de revenus pour le gouvernement.

Depuis la signature de l'Accord de paix global de janvier 2005, les niveaux réels des revenus pétroliers perçus par le gouvernement de Khartoum et les transferts au gouvernement du Sud Soudan, nouvellement formé, ont déclenché d'intenses débats. Toutefois, au-delà de questions portant sur la mauvaise gestion et la corruption, c'est la manière dont le gouvernement a été capable de développer une industrie pétrolière dans un climat de guerre civile qui retient l'attention.

UN FAUTEUR DE GUERRE

Le fait que la découverte de pétrole dans le Sud ait coïncidé avec le retour de la guerre civile n'est pas un simple hasard. Après la première guerre civile Nord-Sud qui débute en 1955, à la veille de l'indépendance, et prend fin en 1972, avec l'Accord d'Addis-Abeba, une paix fragile s'installe. Elle vole en éclats onze ans plus tard, lorsque le gouvernement de Khartoum, dirigé par le président Djafar Mohammed al-Nemeiri viole l'accord de paix, accentuant encore la politique traditionnelle de marginalisation politique et économique du Sud.

Il instaure en effet la *charia* dans tout le pays, y compris dans le Sud chrétien et animiste, et dissout l'Assemblée régionale du Sud. Conscient de l'importance des découvertes de Chevron, M. Nemeiri modifie ensuite les frontières des Etats du Sud afin de garantir au Nord un accès aux futurs profits générés par le pétrole. Ces mesures vont à la fois attiser les rancœurs existantes et renforcer l'intérêt que suscite, auprès de certains secteurs du Nord, l'exploitation continue du Sud.⁽¹⁾

Ce n'est qu'une injustice de plus, mais à ce point profonde qu'elle pousse le Sud à se rebeller sous la bannière de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA). En 1983, la guerre civile embrase à nouveau le pays.

LE RETRAIT AMÉRICAIN

Le conflit Nord-Sud ne calme pas les ambitions pétrolières de Khartoum. Cependant, malgré de nombreuses découvertes, Chevron suspend ses opérations en 1984 en raison de l'insécurité régnante, et l'entreprise se retire complètement en 1992. Dans ce pays déchiré par la violence, l'extraction du pétrole est à ses yeux un risque inutile, d'autant plus que les prix pétroliers sont peu élevés et que les perspectives dans la région de la mer Caspienne semblent prometteuses. En outre, après des années d'inactivité, Khartoum a lancé un ultimatum à Chevron, sommant l'en-

treprise de vendre ses concessions, si elle ne veut pas faire l'objet d'une expropriation. Temporiser jusqu'à ce que l'exploitation des ressources pétrolières devienne plus rentable n'est donc plus une option pour la compagnie.

Le nouveau gouvernement islamiste, dirigé par le président Omar al-Béchar, avec l'appui calculé d'Hassan al-Tourabi, désire ardemment trouver des financements afin d'intensifier son combat contre la SPLA et de parrainer un audacieux projet d'islamisation du pays tout entier. Néanmoins, après la vente par Chevron de tous ses avoirs, les nouveaux dirigeants du Soudan constatent que les compagnies intéressées par l'exploitation des ressources pétrolières du pays ne se bousculent pas au portillon.

De surcroît, les relations entre le Soudan et les Etats-Unis se dégradent rapidement dans les années qui suivent le départ de Chevron. Les déclarations de soutien de Khartoum à l'Irak lors de la Guerre du Golfe, les violations flagrantes des droits humains et l'asile offert par le Soudan à des terroristes internationaux, dont Oussama Ben Laden, avivent les tensions entre les deux pays et conduisent Washington à appliquer des sanctions économiques à l'encontre du géant africain.

L'ARRIVÉE DES CHINOIS... ET DES EUROPÉENS

Résultat : le Soudan se voit forcé de dépendre de petites compagnies inexpérimentées pour exploiter ses champs pétroliers. Ce n'est qu'en 1995, avec l'arrivée de la China National Petroleum Corporation (CNPC) et de l'entreprise malaisienne Petronas, deux compagnies pétrolières publiques, que naît chez l'élite soudanaise l'espoir de se bâtir une fortune grâce à l'or noir.

Trois ans plus tard, Talisman, la compagnie pétrolière phare du Canada, en quête de perspectives d'expansion au niveau international, se lance dans le projet soudanais en dépit de risques politiques évidents. A la tête de la Greater Nile Petroleum Operating Company (GNPOC), elle contribue, avec ses partenaires asiatiques, au développement de l'exploitation pétrolière. L'absence de concurrence des grandes entreprises pétrolières et la possibilité de bénéfices élevés attirent également d'autres firmes occidentales de moindre envergure, telles Lundin (Suède) et OMV (Autriche), qui décident de miser sur le Soudan. Un oléoduc de 1 600 km reliant les champs pétroliers du Sud à Port-Soudan, sur la mer Rouge, est rapidement construit par les Chinois et en 1999, les premières cargaisons de pétrole sont exportées sur les marchés internationaux.



LUKE ANTHONY PATEY est chercheur à l'Institut danois d'études internationales (DIIS, Copenhague). Il étudie particulièrement le rôle des entreprises multinationales dans les conflits armés dans les pays en développement ainsi que les rivalités géopolitiques à propos des ressources naturelles. Il est l'auteur du rapport *A Complex Reality: The Strategic Behaviour of Multinational Oil Corporations and the New Wars in Sudan*, DIIS, 2006, 60 pages. www.diis.dk

(1) Voir JOHNSON Douglas H., *The Root Causes of Sudan's Civil Wars*, International African Institute, London, 2003.

RÉPRESSION ET PRÉDATION

Khartoum tire les leçons du départ de Chevron. La protection des champs d'or noir est essentielle pour le développement de l'industrie pétrolière et, par voie de conséquence, pour la survie du régime. Le président al-Béchir recourt donc à une tactique classique pour « sécuriser » les régions riches en pétrole. Le régime souhaite empêcher la SPLA d'unifier les groupes de démunis du Sud et du Nord et veut préserver son accès aux ressources lucratives d'or noir. (2) cherchant à attiser les tensions ethniques, il fournit des armes aux tribus nomades arabes et leur permet officiellement de piller et de

La stratégie gouvernementale du « diviser pour régner » finit par créer des conflits locaux entre des groupes qui, au départ, étaient complètement étrangers à l'idéologie opposant le Nord au Sud, ce qui complique encore plus le chemin menant à la paix. Le pétrole alimente ainsi un cycle de violence, exacerbant et transformant la dynamique de guerre civile sur le terrain.

LE RETOUR DU BÂTON

Outre le soutien apporté aux milices locales, les forces armées soudanaises pratiquent la « politique de la terre brûlée ». Les revenus du pétrole permettent à Khartoum de renforcer ses capacités

déplacements massifs et du massacre de centaines de milliers de civils autour des champs pétroliers, car elles fournissent au gouvernement soudanais des revenus grâce auxquels ce dernier peut acheter de grandes quantités de matériel militaire. (3) Les vastes protestations organisées par des militants des droits humains ainsi que la politique étrangère des Etats-Unis provoquent une chute des actions de Talisman et poussent la compagnie à quitter le Soudan en octobre 2002. Ces mêmes pressions conduisent, moins d'un an plus tard, les firmes européennes à désinvestir massivement. En conséquence, Petronas, associée à l'une des compagnies nationales indiennes, l'ONGC, rachète les concessions de pétrole abandonnées. Depuis lors, après le départ des firmes occidentales, des entreprises d'Etat de Chine, de Malaisie et d'Inde ont mis la main sur l'industrie pétrolière soudanaise.

Grâce aux investissements asiatiques, les revenus économiques de Khartoum restent intacts. La Chine, en particulier, domine l'industrie pétrolière au Soudan. En 2005, ce colosse économique en pleine croissance couvre environ 7% de ses besoins en pétrole grâce à l'or noir du Soudan.

Ironie de l'histoire, bien qu'elles aient abouti au retrait des compagnies pétrolières occidentales, les campagnes de désinvestissement n'ont dès lors pas réussi à affaiblir le gouvernement de Khartoum ni à modifier sa tactique militaire. Elles ont en effet laissé le champ libre à des entreprises asiatiques qui n'ont pas à se préoccuper de pressions de leurs opinions publiques en matière de droits de l'Homme. Le conflit au Darfour illustre clairement la volonté du régime de continuer à se livrer à des pratiques brutales à l'encontre de sa population, sous prétexte de lutte contre la rébellion.

L'IMPACT DU DARFOUR

La signature de l'Accord de paix global de janvier 2005 fait renaître un grand espoir au Soudan. Outre la coopération de Khartoum avec les Etats-Unis dans la Guerre contre le terrorisme, suite aux événements du 11 septembre, l'Accord offre la perspective d'une amélioration des relations avec l'Occident et, par conséquent, d'une augmentation des investissements dans l'industrie pétrolière soudanaise naissante. Pourtant, cet optimisme ne tardera pas à s'évanouir. L'application de l'Accord de paix connaît des problèmes persistants à propos de litiges frontaliers et du partage des revenus du pétrole, mais c'est surtout le conflit au Darfour qui isole le Soudan de l'Occident. A l'image de leurs homologues du Sud, les groupes rebelles de l'Ouest du pays se livrent à une guerre contre le gouvernement en

raison de leur profond sentiment de marginalisation. Le pétrole marque de son empreinte ce conflit et le pays se voit une nouvelle fois privé d'une période de paix.

Actuellement, la seule production pétrolière au Darfour est celle de la CNPC, le long de la frontière du Sud Darfour et du Kordofan occidental, dans le bloc 6. Bien que les niveaux de production de la CNPC – 40 000 barils par jour – ne soient qu'une fraction de la production pétrolière au Soudan et que la plus grande partie de l'exploitation pétrolière soit réalisée dans le Sud traditionnel du pays par la GNPOC, la White Nile Petroleum Operation Company (WNOPC) et Petrodar, c'est le potentiel futur des découvertes de pétrole au Darfour qui, de nouveau, relie cette ressource lucrative à la guerre civile au Soudan.

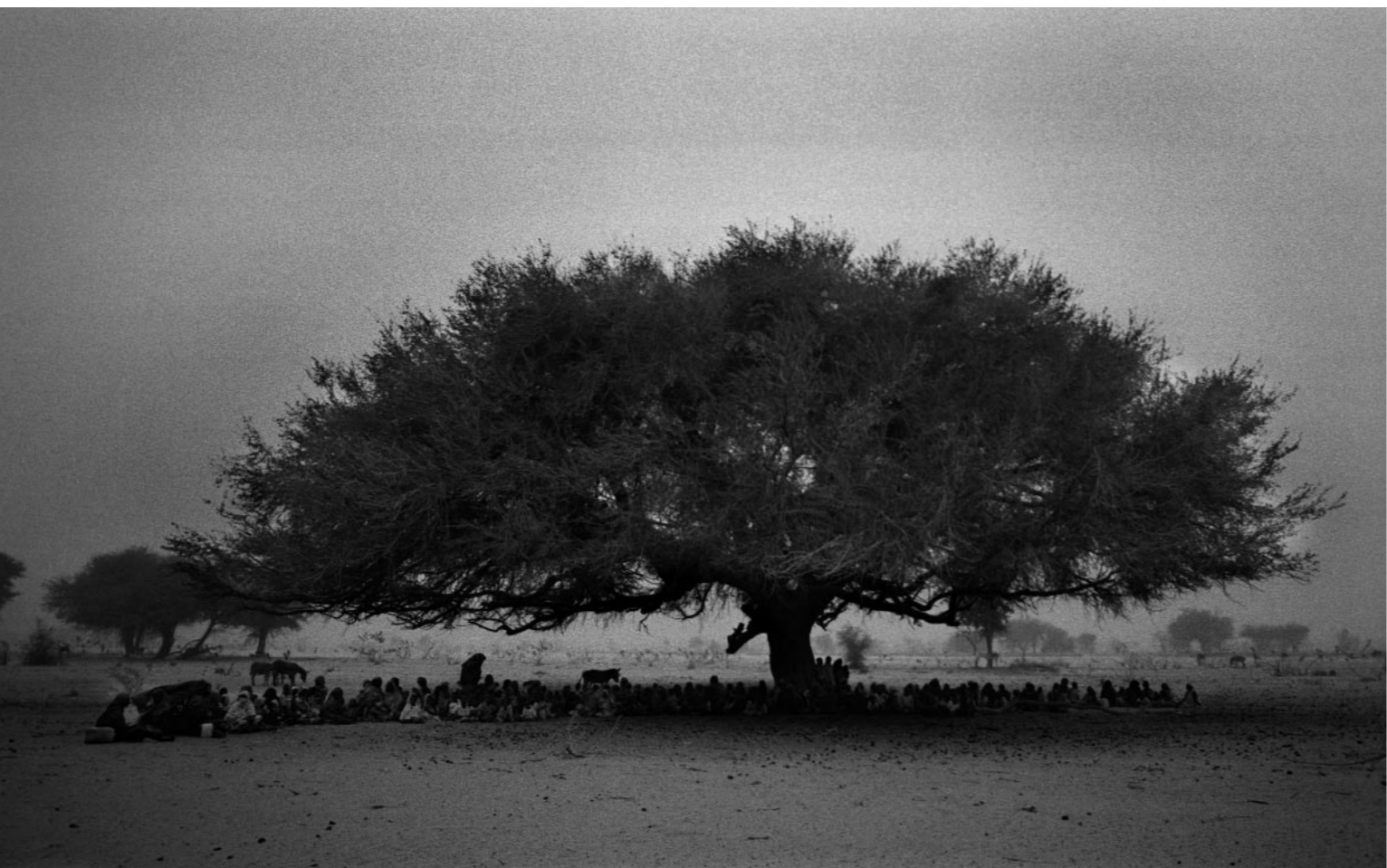
Soucieuse de garantir des réserves pétrolières mondiales en suffisance pour soutenir son économie en pleine croissance, la Chine conjugue ses activités pétrolières au Soudan avec son droit de veto en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, limitant sérieusement l'influence que pourrait exercer sur Khartoum cet organe décisionnel international. Les efforts réalisés pour mettre en place une mission de l'ONU au Darfour et pour mettre fin à la violence continue seraient plus fructueux si les Nations unies pouvaient menacer Khartoum de sanctions touchant sa ressource la plus précieuse.

Le conflit au Darfour a mis la communauté internationale dans l'embarras. Ce ne sont pas seulement les intérêts économiques de la Chine qui entravent les demandes d'intervention lancées, apparemment par souci moral, par les grandes puissances traditionnelles de l'Ouest, mais aussi l'hostilité de Pékin à une politique de sanctions, au nom dit-elle de la souveraineté des Etats. Si la géopolitique de la Guerre froide devait un jour réapparaître dans toute son horreur, la crise au Soudan pourrait bien en être le détonateur. Bien que la Chine ne souhaite pas mettre en péril ses relations commerciales avec les Etats-Unis en passant pour complice d'une répression au Darfour, que Washington a qualifiée de génocide, elle est clairement opposée à l'idée en vogue d'une « responsabilité de protéger » qui obligerait l'ONU à intervenir.

Certes, l'Occident fait preuve d'un talent exceptionnel lorsqu'il s'agit d'adopter des attitudes incohérentes dans ses relations politiques et économiques avec les pays exportateurs de pétrole qui violent les droits humains. Il n'en reste pas moins que le conflit au Darfour marque un tournant crucial pour la Chine en sa qualité de puissance mondiale émergente. ■

(2) Voir KEEN David, *The Economic Functions of Violence in Civil Wars*, International Institute for Strategic Studies (IISS), Adelphi Paper 320, Oxford University Press, Oxford, 1998.

(3) Voir *Sudan, Oil, and Human Rights*, Human Rights Watch, New York, 2003, 581 pages. www.hrw.org



Marcus Bleasdale

Disa, Nord Darfour. Chassés de leur village par les Janjawid, ces « déplacés » se sont arrêtés sous un arbre. A l'abri du soleil et des avions Antonov du gouvernement qui ont bombardé leur village.

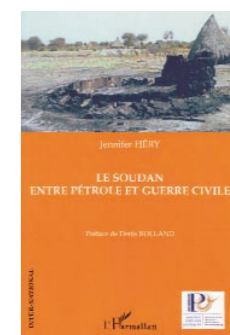
détruire les communautés d'éleveurs tout au long de la frontière nord-sud traditionnelle, en d'autres termes là où des gisements de pétrole ont été découverts.

Par conséquent, bien que les rebelles du Sud eux-mêmes soient loin d'être des novices en matière de pillage de populations innocentes, la situation est telle qu'ils trouvent aisément nombre de nouvelles recrues rêvant de mener des actions punitives à l'encontre des milices de Khartoum.

militaires en achetant des armes à la Russie et à la Chine, notamment des bombardiers Antonov et des hélicoptères de combat utilisés pour raser les villages du Sud et garantir la circulation ininterrompue du pétrole.

Cette stratégie, toutefois, n'est pas sans conséquences. A la fin des années 1990, en Amérique du Nord et en Europe, les compagnies pétrolières internationales opérant au Soudan sont considérées comme complices des

POUR EN SAVOIR PLUS



HERY Jennifer, *Le Soudan, entre pétrole et guerre civile*, L'Harmattan, Paris, 2003, 118 pages.

Soil and Oil: Dirty Business in Sudan, Coalition for International Justice, Washington D.C., February 2006. www.cij.org

God, Oil, and Country: Changing the Logic of War in Sudan, International Crisis Group, ICG Africa Report N° 39, www.icg.org

European Coalition on Oil in Sudan www.ecosonline.org

Voir aussi les autres rapports cités en notes.